

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1884 - 26 mai 1994 - 7 F

### D 1884 AMÉRIQUE LATINE : MANIFESTE POUR UN MONDE SOLIDAIRE

Le document ci-dessous n'émane pas d'intellectuels latino-américains, mais d'un groupe francophone dit "Groupe de Vézelay", issu en 1986 de la Fondation pour le progrès de l'homme<sup>1</sup>. Dans la perspective de futurs "États généraux de la planète", une convention préparatoire s'est tenue en septembre 1993. Elle s'est soldée par la déclaration "Plate-forme pour un monde responsable et solidaire" publiée en décembre 1993. Nul doute que ce manifeste intéresse au plus haut point tous les Latino-Américains soucieux de relever les défis de leur continent.

Ci-dessous, larges extraits du document publiés avec l'aimable autorisation de la Fondation pour le progrès de l'homme.

Note DIAL

### PLATE-FORME POUR UN MONDE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Si nos sociétés continuent encore longtemps à vivre et à se développer de la manière dont elles le font, l'humanité s'autodétruirait. Nous refusons cette perspective.

Pour l'éviter nous allons devoir transformer profondément notre manière de penser et de vivre. Cette transformation engage chacun de nous. Mais chacun est impuissant si son action et ses volontés ne convergent pas avec celles de millions, de milliards d'autres. Pour qu'une telle convergence existe il faut que nous nous mettions d'accord sur l'essentiel: un diagnostic, des valeurs et des principes pour agir, des priorités et une stratégie. C'est ce que nous, soussignés, appelons la plate-forme pour un monde solidaire et responsable. Nous voulons nous appuyer sur elle pour bâtir ensemble l'avenir.

Notre monde est à la fois unique et infiniment divers. La stratégie à inventer pour assurer notre survie et notre épanouissement doit respecter à la fois cette unicité qui nous lie et cette diversité qui nous enrichit. La plate-forme exprime ce double mouvement. Les priorités varient d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Ces variations n'interdisent pas un accord sur l'essentiel.

#### I. ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

Dans notre monde coexistent d'un côté des besoins fondamentaux non satisfaits, des ressources gaspillées et détruites et, de l'autre, des capacités de travail et de créativité inemployées. Ce n'est pas acceptable.

<sup>1</sup> Fondation indépendante de droit suisse. Adresse en Suisse: Chemin de Longeraie 9, CH 1006 LAUSANNE;  
et en France: 38 rue Saint Sabin, 75011 PARIS

Nous souffrons de trois déséquilibres majeurs: entre le Nord et le Sud de la planète; entre les riches et les pauvres au sein de chaque société; entre les hommes et la nature. Ces trois déséquilibres reflètent une triple crise des relations et de l'échange: entre les sociétés, entre les hommes, entre les hommes et leur milieu de vie. Ces crises sont inséparables. Le non respect du milieu de vie, par exemple, accompagne souvent le non respect des femmes et des hommes.

Les trois crises ne peuvent être surmontées séparément. Nous ne saurons pas construire, à quelque niveau que ce soit, l'harmonie des relations entre l'homme et son milieu si n'est pas construite en même temps l'harmonie des relations des hommes entre eux, des sociétés entre elles.

Ces crises ont des causes communes. Le monde a évolué très vite au cours des deux derniers siècles. La "modernité" inventée en Occident s'est diffusée dans le monde entier. La plupart des pays connaissent une crise spirituelle et morale. Nous n'avons pas su canaliser au profit de tous les hommes nos formidables capacités à comprendre, à entreprendre et à créer. Il est difficile de ne pas voir au coeur des trois crises les effets des formes actuelles du développement scientifique et technologique, de l'accentuation de la division du travail, du gonflement de la sphère du marché et de la circulation sans cesse démultipliée des marchandises et de l'argent: bref, des facteurs constitutifs de la "modernité occidentale" ou, pour certains, de la "Modernité".

Dans l'esprit de ses promoteurs, ces facteurs de la modernité devaient être les moyens du progrès de l'humanité et assurer à tous les hommes prospérité, paix, sécurité, bonheur, liberté. Si, pour une part de l'humanité, ils y ont, d'une certaine manière, contribué, ils ont simultanément engendré misère, guerres, insécurité, dénuement, oppression, et, finalement, la triple crise évoquée plus haut. (...)

Les deux piliers de la modernité - la liberté des échanges et la science - devaient être des moyens au service du progrès des hommes. Ils sont aujourd'hui trop souvent considérés comme des fins en soi. Ainsi, selon la mythologie économique à la mode, la libéralisation de tous les échanges, de marchandises comme d'argent, est censée assurer, en tout domaine, un équilibre automatique et optimal des échanges entre les hommes. De même, selon la mythologie scientifique, par delà les problèmes ou les dégâts, l'alliance de la science, de la technique et de l'industrie finira toujours par apporter les solutions et faire progresser l'humanité. Ne resterait dès lors qu'à s'en remettre au marché et à la science. (...)

Or, la diffusion de la science et du marché s'est accompagnée d'une grave crise des valeurs. Elle a même largement contribué à cette crise. La science et la technologie, en mettant l'accent sur la maîtrise et la manipulation des hommes et des choses ont encouragé des attitudes prédatrices, réduisant la nature, le monde vivant et les autres hommes à l'état d'instruments, délaissant les démarches plus globales, plus modestes et plus respectueuses qu'exigerait la recherche d'une harmonie et d'une solidarité entre les hommes et avec leur milieu. L'exaltation de la puissance l'emporte sur la recherche de la sagesse. De son côté, le marché tend à réduire la valeur des êtres et des choses à leur valeur monétaire, propage l'idée que l'enrichissement est la mesure ultime de la réussite des hommes comme des sociétés, impose une domination du matériel sur le spirituel, a besoin pour fonctionner de faire naître sans cesse de nouveaux besoins solvables quitte à détourner les énergies et les intelligences de besoins plus fondamentaux, conduit à privilégier le court terme au détriment du long terme. De cela, nous voyons les fruits: la dislocation morale de beaucoup de sociétés, la généralisation de la corruption, le refuge dans la drogue, l'indifférence à l'égard des autres ou à l'égard du milieu, le désarroi de la jeunesse.

Si la soumission croissante de nos sociétés à la science et au marché est au coeur de la triple crise du monde actuel c'est certes à cause de leurs limites propres mais c'est aussi parce que ce sont des moyens redoutablement efficaces au service de sociétés profondément inégales, avides, imprévoyantes. (...)

L'ensemble des études convergent sur ce point. Des décisions qui seront, ou non, prises dans les années 1990, des inflexions qui seront, ou non, obtenues dans quelques domaines majeurs, vont très largement dépendre la profondeur, la gravité, le degré d'irréversibilité des déséquilibres auxquels l'humanité sera confrontée dans la première moitié du prochain siècle. Nous croyons que l'humanité va devoir entreprendre dans les années à venir une révolution spirituelle, morale, intellectuelle et institutionnelle de très grande ampleur. Elle ne pourra le faire qu'en allant chercher, dans le meilleur de ses traditions et de ses civilisations et dans ses plus généreux élans, des guides pour l'action.

## II - DES PRINCIPES COMMUNS POUR UN MONDE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Nous affirmons qu'il n'y a pas de fatalité, que la gravité des menaces ou la complexité des défis doivent faire naître la détermination et le non renoncement. Capables de penser leur devenir, les hommes, les sociétés humaines sont riches de principes susceptibles de guider leurs choix et leurs décisions.

Formulés sous des formes variées dans la diversité des cultures et des sociétés, quelques principes paraissent des points d'appui essentiels dans la période actuelle:

1) **Principe de sauvegarde:** la terre que nous ont léguée nos ancêtres n'est pas à nous seuls; nous la devons aussi aux générations futures. La place éminente que nous y occupons, pas plus que nos capacités techniques, ne nous donnent le droit de prélever ni de détruire sans frein. (..)

2) **Principe d'humanité:** la possibilité pour chaque être humain de disposer de l'essentiel et d'avoir une vie digne, le respect, l'équité et la solidarité entre les hommes et entre les sociétés, le respect de la nature et du vivant sont les véritables mesures de l'humanité de l'Humanité.

3) **Principe de responsabilité:** les individus, les entreprises, les États, les organismes internationaux ont à assumer leurs responsabilités dans la construction d'une harmonie des sociétés et des hommes entre eux et avec leur milieu; ils doivent le faire à la mesure de leur richesse et de leur pouvoir. Les peuples sont coresponsables du destin de l'humanité.

4) **Principe de modération:** nous devons apprendre à refréner notre cupidité. Les plus riches, ceux qui sont pris dans le tourbillon du gaspillage, ont à réformer leur mode de vie, modérer leur consommation, apprendre la frugalité.

5) **Principe de prudence:** les sociétés humaines ne doivent mettre en oeuvre de nouveaux produits ou de nouvelles techniques qu'une fois acquise la capacité d'en maîtriser les risques présents et futurs.

6) **Principe de diversité:** la diversité des cultures, comme celle des êtres vivants, est un bien commun qu'il est du devoir de tous les hommes de préserver. La diversité des civilisations est la meilleure garantie de la capacité de l'humanité à inventer des réponses adaptées à l'infinie diversité des situations, des défis et des milieux. (...)

7) **Principe de citoyenneté:** nous devons apprendre à nous considérer et à considérer tous les êtres humains comme les membres à part entière de l'immense communauté humaine.

Face à ceux qui voudraient réduire le monde au seul jeu des intérêts particuliers, des pouvoirs et des marchés, ces quelques principes méritent d'être réaffirmés et de servir effectivement de guide dans l'énoncé des priorités et dans la détermination de stratégies d'action.

### III. ESQUISSE D'UNE STRATÉGIE D'ACTION

#### 1. La nécessité d'une stratégie d'ensemble.

Face aux trois crises auxquelles est confrontée l'humanité, de nombreuses réactions positives se sont faites jour: de l'action ponctuelle exemplaire, dans des villages ou des villes, aux récentes conventions internationales, des chartes ou comptabilités environnementales de certaines entreprises aux politiques énergétiques de certains pays, de la prise de conscience des consommateurs à l'émergence d'agricultures écologiques.

Mais ces avancées paraissent encore bien limitées et dispersées par rapport aux dynamiques majeures qui entraînent notre monde. Ce qui prédomine actuellement c'est un profond sentiment d'impuissance. Chaque société, prise isolément, semble paralysée devant l'ampleur des transformations à entreprendre. Chacun, individu, entreprise ou État sait qu'il faut agir mais se résigne à ne rien faire, attendant que les autres commencent ou que des décisions soient prises... ailleurs. Science, technique, marché deviennent les nouveaux noms du destin. Évoluant trop lentement, les idéologies et les institutions sont souvent mal adaptées aux urgences et aux défis de la période.

Nous ne devons pas être timides. Nous avons un devoir d'audace. Il nous faut, parmi les différents futurs possibles, tracer, sur la base de nos valeurs communes, l'esquisse d'un futur souhaitable; puis concevoir un ensemble cohérent d'actions qui répondent aux urgences d'aujourd'hui et soient à l'échelle des défis de demain. Les trois crises sont inséparables et les réponses à y apporter le sont aussi. (...)

Nous n'échapperons pas à une mobilisation exceptionnelle de moyens et de volontés. C'est possible. Le monde occidental est sorti de la grande crise de 1930 par une mobilisation inouïe de moyens pour la préparation puis la conduite de la seconde guerre mondiale. Nous proposons de mobiliser en cette fin de siècle des moyens équivalents pour lutter contre toutes les formes de pauvreté et d'exclusion et pour mettre en oeuvre des technologies et des formes de production respectueuses de nos milieux de vie.

Vingt pour cent des hommes disposent aujourd'hui de plus de quatre-vingts pour cent des richesses. Certaines familles reçoivent en revenus monétaires l'équivalent des ressources de centaines de milliers, peut-être de millions, de familles démunies. Personnes et pays détenteurs de grandes richesses auront donc à supporter une large part de l'effort. Clairement accepté, cet effort de solidarité constituera la condition politique permettant l'adoption, par tous les pays, d'objectifs communs et d'une stratégie cohérente. (...)

#### 2. L'unité et la diversité des priorités (...)

#### 3. L'articulation des niveaux d'action

(...) Il est un niveau qui devrait jouer un rôle croissant dans le prochain siècle: c'est le niveau régional. Les États-Nations sont trop nombreux, trop disparates, trop inégaux pour pouvoir dialoguer efficacement et sur un pied d'égalité au niveau mondial et pour élaborer ensemble les stratégies ambitieuses qu'appellent les défis à relever. De multiples initiatives d'organisation régionale ont été prises, et l'on voit bien s'esquisser la possibilité d'une organisation du monde, probablement à géométrie variable selon les domaines, mais à travers laquelle émergent huit à dix grandes régions. Ces régions pourraient bien jouer, au XXIème siècle, un rôle, dans l'organisation de leurs marchés internes et dans leur ouverture aux marchés externes, analogue à celui qu'a joué l'État-Nation dans les cinq siècles passés. Plus largement, elles paraissent devoir constituer un niveau particulièrement adapté pour la régulation des relations tant entre les hommes et la nature, qu'entre les hommes entre eux. (...)

De l'individu au monde, nous n'échappons pas, on le voit, à l'articulation des responsabilités et des compétences aux différentes échelles. Il faudra innover profondément pour éviter l'empilement des bureaucraties et l'enchevêtrement des compétences, si propices à l'irresponsabilité généralisée. Priorité doit être clairement donnée à l'initiative locale, à la gestion locale, seules capables de vitaliser les liens entre les sociétés et leurs milieux de vie. C'est le principe de subsidiarité. Mais cette subsidiarité ne signifie pas que chaque collectivité est libre de faire ce qu'elle veut sur son territoire. Elle n'en est pas propriétaire mais gérante. Elle est tenue d'y mettre en oeuvre les principes de sauvegarde, de responsabilité, de prudence, de modération. Il lui appartient de choisir librement ses moyens mais à l'intérieur de finalités et de cohérences discutées et énoncées à un autre niveau. C'est pour marquer ce devoir d'articulation que nous préférons parler de subsidiarité active. Ce principe s'applique de proche en proche, du monde entier à la communauté de base. Des individus à la planète, les communautés humaines sont liées entre elles par des contrats où s'équilibrent leurs droits et leurs devoirs, tant à l'égard de leurs administrés qu'à l'égard de la planète et des générations futures.

#### 4. Les éléments d'une mise en mouvement

Contribuer à ce que l'humanité contemporaine prenne la mesure de sa responsabilité, et l'assume; que l'humanité, à travers ses peuples, ses nations, ses cultures, à travers ses élites et ses dirigeants, ses institutions et ses multiples acteurs, prenne conscience de ses nouvelles responsabilités, envers elle-même, envers les plus démunis et les plus faibles, envers la terre et le vivant, envers les générations futures et qu'elle s'astreigne à les assumer : tel est l'enjeu.

Mais nos sociétés, prises dans le tourbillon des urgences et largement démotivées par l'enlèvement des grands messianismes du XIXe siècle, semblent renoncer à se projeter dans le futur. De plus en plus complexes, elles ont du mal à concevoir la conduite de leur propre changement. A fortiori, sont-elles peu prêtes à prendre en charge le devenir du monde.

Il est donc essentiel de concevoir et de rendre visible un processus cohérent de changement. Dire comment se mettre en marche est actuellement plus important encore que dire où aller. (...)

Cohérence de la stratégie et de ses outils de mise en oeuvre, lien entre les solutions à apporter aux trois crises, nécessité de concilier la traduction locale de priorités planétaires communes avec l'énoncé et la prise en compte des priorités propres à chaque région du monde, articulation des différents niveaux d'action et des différents ingrédients de mise en mouvement, nous voyons progressivement se dessiner les caractéristiques de la stratégie à inventer collectivement. A l'évidence cette stratégie est multisectorielle, implique des changements coordonnés des mentalités, de l'éducation, des institutions, des technologies, des normes, du droit, de la fiscalité, des relations internationales...

#### 5. Des programmes mobilisateurs

L'humanité, en cette fin de XXe siècle, est confrontée à des défis concrets, urgents, planétaires. Les relever devrait permettre de mobiliser les énergies sur quelques grands programmes. (...)

Cinq programmes mobilisateurs nous paraissent bien répondre à cette définition. Ils concernent l'eau, l'énergie, les sols, la réhabilitation de régions profondément dégradées, la conversion des industries d'armement. (...)

L'idée de programme mobilisateur n'est pas nouvelle. L'échec qu'ont connu par le passé de semblables programmes suscite à bon droit le scepticisme. Mais on peut aussi dégager de ces échecs quelques règles de mise en oeuvre des programmes augmentant leurs chances de réussite:

- nécessité d'une adéquation fine entre le programme et les besoins des régions où il est mis en oeuvre (comme ce fut le cas, avec le plan Marshall, pour la reconstruction de l'Europe);
- inscription de l'ensemble dans la durée (15 à 20 ans), éventuellement en associant à un programme une génération;
- mise en place progressive des procédures et du financement;
- mise en place de capacités institutionnelles et techniques décentralisées, enracinées dans les populations et à leur écoute, avec notamment des protocoles d'accord passés avec les représentants des populations;
- sur la base du choix des solutions techniques les mieux adaptées, mise en oeuvre progressive des travaux, avec évaluation régulière de leurs impacts, toujours en liaison étroite avec les populations.

Les pays riches auront à apporter une contribution majeure. Parmi les formes de prélèvement de cette contribution, peuvent être envisagées une taxe progressive (mais tenant compte des conditions climatiques) assise sur la consommation d'énergie (ou sur les émissions de CO<sub>2</sub>), et des taxes mondiales sur les dépenses d'armement par habitant et sur les gains en bourse.

## 6. Les échéances

On peut dégager un triple horizon:

- l'horizon 2000: grâce à une large prise de conscience et la mobilisation convergente d'énergies multiples - "les États généraux de la Planète" -, les décisions majeures ont été prises et de grands programmes ont été engagés dans les principaux domaines. Des inflexions décisives s'esquissent;
- l'horizon 2030 à 2050: cet horizon marque une bifurcation décisive car la poursuite des tendances actuelles devrait conduire à cette date à des dégradations profondes et à des déséquilibres difficilement réversibles. Dans la plupart des domaines (démographie, cohésion sociale, solidarité, eau, énergie) on doit donc avoir trouvé d'ici là des voies "soutenables et durables";
- l'horizon 2080 à 2100: c'est à cet horizon que l'on peut espérer atteindre un nouvel équilibre entre les hommes et la planète, avec des modes de vie et de production limitant les prélèvements et les rejets à ce qui est supportable par la planète.

(Au 3 mai 1994, 249 signataires de 79 pays)

(Membres du "Groupe de Vézelay":

Calliope Beaud, coordinatrice des Journées de Vézelay, France; Michel Beaud, économiste, France; Mohamed Larbi Bouguerra, Professeur à la faculté des Sciences de Tunis, Tunisie; Pierre Calame, Président de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, France; Venant Cauchy, Président honoraire de la fédération internationale des sociétés de philosophie, Canada; Maurice Cosandey, ancien Président du conseil des écoles polytechniques fédérales, membre du conseil de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, Suisse; Joseph Ki Zerbo, historien, Burkina-Faso; René Loubert, Président d'établissements publics, France.)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
 Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
 Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441